COMMUNIQUE DE PRESSE / 19 OCTOBRE 2007
Pour diffusion immédiate

Le Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde doit promouvoir un soutien plus fort de la communauté internationale en faveur de l'agriculture, selon Oxfam International

Selon Oxfam International, le Rapport sur le développement dans le monde publié aujourd'hui par la Banque mondiale doit promouvoir une réponse forte des gouvernements et des institutions pour compenser des années de négligence à l'égard des populations pauvres qui dépendent de l'agriculture.

Oxfam International salue le fait que le rapport de la Banque mondiale souligne la contribution vitale de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté. Les bailleurs et les gouvernements ont récemment changé d'attitude à l'égard de ce secteur essentiel en diminuant de deux tiers l'aide mondiale pour l'agriculture - de 11,5 milliards de dollars en 1987 à 3,9 milliards en 2005 – aux dépens de millions de personnes pauvres vivant dans les zones rurales. Les prêts de la Banque en faveur de l'agriculture n'étaient que de 1,75 milliards de dollars en 2006, soit 7% de l'ensemble des prêts délivrés par l'institution, alors que ce secteur représentait plus de 30% des prêts lors de la publication du dernier rapport en 1982. Les pays les plus riches du monde – France, Allemagne, Japon, Royaume-Uni, États-Unis – fournissent tous aujourd'hui moins d'aide publique au développement pour l'agriculture qu'auparavant.

"Il semble que les pays riches redécouvrent enfin l'immense potentiel de l'agriculture en matière de lutte contre la pauvreté", affirme Gawain Kipke d'Oxfam International. "Les trois quarts des populations pauvres des pays en développement vivent dans des zones rurales et la majorité d'entre elles sont des femmes. Les femmes produisent plus de la moitié de toute la nourriture cultivée au monde, elle ne disposent pour autant que de 2% de la terre et ne reçoivent qu'1% des prêts alloués à l'agriculture."

Oxfam International appelle la communauté internationale à ne pas répéter les erreurs du passé.

"Les financements ne représentent qu'une partie de la bataille", a déclaré Gawain Kipke. "La Banque mondiale a longtemps insisté pour que les pays pauvres libéralisent leurs secteurs agricoles avant que l'aide ne leur soit versée, ce qui a laissé des millions de paysans sans assistance face à des marchés orientés en faveur des riches pays exportateurs. Les règles du commerce international sont biaisées au profit des pays riches en empêchant les pays en développement de profiter de la croissance économique qu'offre l'agriculture."

"La Banque mondiale doit tirer les leçons du passé. La libéralisation commerciale en soit n'aide pas les pays pauvres. Une libéralisation rapide peut non-seulement compromettre la croissance mais également accentuer des inégalités. Qui plus est, les pays riches n'ont toujours pas réformé leurs propres politiques agricoles et continuent d'inonder le marché mondial de leurs surplus. Contraindre les pays en développement à la libéralisation dans un tel contexte a des conséquences désastreuses."

Il est désormais prouvé que libéraliser au mauvais moment affecte le développement. Au Pérou, les petits producteurs de quinoa, haricots et pommes de terre n'ont pas été en mesure de rivaliser avec les importations de farine et de riz bon marché qui ont suivi l'ouverture du marché.

Le rapport de la Banque mondiale ne prend pas en compte la qualité des emplois pouvant être créés par le marché du travail rural, ni l'impact sur les femmes qui travaillent. Il n'explique pas non

plus clairement comment les industries agro-alimentaires devraient être réglementées ni de quelle manière les agriculteurs démunis pourront éviter d'être exploités au sein d'un marché incontestablement dominés par les multinationales. L'État doit jouer un rôle plus important dans la protection des intérêts des petits agriculteurs.

CONTACTS PRESSE:

A WASHINGTON : Sébastien Fourmy (Oxfam France), porte parole francophone d'Oxfam International aux Assemblées annuelles des IFI / **001 202 390 51 69**

A PARIS : Aldine Furio (Oxfam France), relations médias / **003 686 92 93 30**

NOTE AUX REDACTIONS :

A consulter :

1. Rapport : *What Agenda Now for Agriculture? A Response to the World Development Report 2008* (Oxfam International, novembre 2007).

2. Chiffres de l'OCDE sur l'aide pour l'agriculture 1980-2005
http://stats.oecd.org/wbos/default.aspx?DatasetCode=TABLE5
- Le Japon a versé 2,4 milliards de dollars d'aide pour l'agriculture en 1996 (montant le plus haut), 539 millions de dollars en 2004 (montant le plus bas), 1 milliard de dollars en 2005
- Les États-Unis ont versé 1,1 milliard de dollars en 1980 (montant le plus haut), 199 millions de dollars en 2003 (montant le plus bas), puis 644 millions en 2005
- Le Royaume-Uni a versé 244 millions de dollars en 1990 (montant le plus haut), 121 millions de dollars in 2001 (montant le plus bas), 161 millions de dollars in 2005
- La France a versé 642 millions de dollars en 1988 (montant le plus haut), 127 millions en 2005 (montant le plus bas)
- L'Allemagne a versé 588 millions de dollars en 1996 (montant le plus haut), 136 millions en 2000 (montant le plus bas) et 211 millions de dollars en 2005